

Sachant l'intérêt que portent les députés conservateurs au bien-être des propriétaires de maisons, je suis persuadé qu'ils ne voudraient rien faire qui puisse leur porter atteinte indéument. Depuis quelques semaines, les députés conservateurs nous disent dans cette enceinte que le gouvernement a dû supprimer ce programme, car il était au-dessus de ses moyens. Les conservateurs ont décidé de sabrer dans certains domaines et vous remarquerez, bien entendu, monsieur le Président, que j'ai bien dit «certains» domaines. Je veux démontrer, monsieur le Président, qu'ils n'ont pas sabré partout. Voici ce que nous apprenait ce matin le service de dépêches du CP:

M. Roy McMurtry, l'ancien procureur général de l'Ontario, nommé haut-commissaire en Grande-Bretagne le mois dernier, gagnera de \$89,270 à \$105,050 par année dans ses nouvelles fonctions . . .

Il s'agit, bien entendu, d'une augmentation de salaire avec effet rétroactif accordée à ce candidat défait. Une augmentation de salaire semblable est accordée à un autre perdant, M. Lawrence Hanigan. Les députés conservateurs qui ont été élus lors des dernières élections doivent presque regretter de ne pas avoir perdu. Imaginez l'énorme augmentation de salaire que la défaite leur aurait apportée s'ils avaient bénéficié d'une nomination rémunératrice comme M. McMurtry, candidat défait à la direction du parti conservateur de l'Ontario, et M. Hanigan, qui a subi une défaite écrasante dans la circonscription de Montréal-Laval-des-Rapides aux mains de notre bon collègue du parti libéral. Je vois que la députée de Calgary est des nôtres. Je suis persuadé qu'elle souhaite presque d'avoir perdu, elle aussi, aux dernières élections, afin de pouvoir bénéficier d'une augmentation de traitement de l'ordre de \$35,000 ou \$40,000. Telle est la récompense accordée à certains candidats conservateurs défaits aux élections.

Il n'est guère étonnant que nous n'ayons pas les fonds nécessaires pour gérer les programmes gouvernementaux, si nous gaspillons notre argent sur ce genre de favoritisme un peu partout dans le pays. Depuis septembre dernier, nous avons acheté pour \$173,000 de limousines supplémentaires. Le terrain réservé aux voitures usagées près de la porte de l'Ouest, monsieur le Président, s'élargit de jour en jour. Déjà, il s'étend presque jusqu'à l'édifice voisin. Il est rempli des voitures dont on se servait pour transporter les ministres de l'édifice du Centre à l'édifice de l'Ouest, ou ailleurs. Les conservateurs ont également dépensé \$100,000 pour rénover leurs bureaux. Je vois que le ministre d'État aux Mines (M. Layton) est ici. De tous les ministres, il est celui qui a dépensé le plus d'argent pour décorer ses locaux. Il a payé cher le papier peint de luxe et tout ce qu'on peut acheter avec les sommes énormes payées aux entrepreneurs de l'extérieur; des chambres à coucher, de la moquette bleue, du papier peint bleu, et que sais-je encore pour meubler chacun de ces bureaux. Il n'en faut pas plus pour nous sentir déprimés tous tant que nous sommes en nous voyant entourés de tant de «bleus».

Le gouvernement a également loué pour \$31,000 de voitures à l'intention des ministres qui n'ont pas de quoi se déplacer certains jours, alors que leur limousine est immobilisée quelque part. Voilà le genre de gaspillage auquel le gouvernement s'est livré depuis septembre dernier. Ils ont ensuite l'incroyable culot de nous dire qu'ils n'ont pas d'argent pour financer un programme à l'intention des pauvres de ma circonscription et de la vôtre, monsieur le Président.

Remplacement du mazout—Loi

• (1240)

Les conservateurs n'ont aucune fierté. Comme vous êtes le seul à pouvoir examiner la situation de façon vraiment objective, monsieur le Président, vous aussi vous trouverez absolument incroyable que les conservateurs cherchent à faire un coup pareil aux Canadiens. Vous savez que s'ils laissaient parler le député d'Ottawa-Ouest, s'il lui enlevait son bâillon pendant cinq minutes, ce dernier dirait aux citoyens de sa circonscription qui ont bénéficié de ce programme ou qui viennent de signer un contrat pour des travaux qui ne seront pas certainement terminés d'ici le 31 mars, qu'il essaiera de leur obtenir les \$800. Mais il ne le peut pas. Ils ne le laissent pas prendre la parole, ce qui est regrettable, car il aurait certainement beaucoup à dire.

M. Daubney: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je n'aime guère entendre le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) dire que nous sommes bâillonnés. Nous tenons beaucoup à participer à un débat raisonnable . . .

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député, mais je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question de Règlement.

[Français]

M. Rossi: Je ne crois pas que l'honorable député ait invoqué le Règlement, monsieur le Président. J'espère que le temps alloué à notre honorable collègue lui sera remis à la fin de son discours.

[Traduction]

M. Waddell: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je veux simplement appuyer le député qui vient de prendre la parole. Peut-il me dire s'il a participé au présent débat? Sinon, je l'invite à le faire après le présent intervenant. Parlez lorsque c'est le temps . . .

M. le vice-président: Cela ne constitue pas non plus un rappel du Règlement.

M. Boudria: Je tenais seulement à dire que le parti conservateur de l'Ontario est bien sûr au nombre des investisseurs qui profitent de l'exploitation pétrolière. Comme vous le savez, il réussit très bien à la Bourse. Il y a quelques années, le premier ministre de l'Ontario a eu l'idée—une idée conservatrice, évidemment—d'acheter pour 650 millions de dollars d'actions de la Sun Oil Company de Pennsylvanie. Selon lui, cela allait créer des emplois en Ontario. Ma foi, cela en a créé. Malcolm Rowan, argentier engagé par les conservateurs pour s'occuper de l'investissement, a décroché un emploi. On a créé un emploi avec 650 millions de dollars. Depuis lors, la valeur des actions a diminué de la moitié environ par rapport aux prix initial et le parti conservateur de l'Ontario vit encore dans l'opprobre de cet odieux investissement.

Je tiens à dire à nos amis néo-démocrates, qui faisaient allusion tout à l'heure à l'acquisition de Suncor par le gouvernement ontarien, que leur chef d'alors voulait évidemment acheter deux fois plus d'actions. La politique néo-démocrate est donc la suivante: lorsque le marché est mauvais, il suffit de doubler son achat pour le rendre meilleur. C'est du moins ainsi que les néo-démocrates raisonnent en matière d'économie et de finances.

[Français]

Nous, du parti libéral, voulons que ce projet de loi soit retardé le plus longtemps possible parce que nous ne voulons